

Numéro 52 - 10 août 2020

À propos des événements en cours aux États-Unis
Trump, les élections et un processus
politique dysfonctionnel

- Kathleen Chandler -



Washington, 1er août 2020

- D'un océan à l'autre, des manifestations revendiquent des écoles sécuritaires, le définancement de la police et l'investissement dans les communautés
- Les infirmières remettent un demi-million de signatures au Congrès exigeant une protection durant la pandémie
 - *Syndicat national des infirmières unies* -
 - Reportage photo - du 1er au 7 août

À propos des événements en cours aux États-Unis

Trump, les élections et
un processus politique dysfonctionnel

- Kathleen Chandler -

À propos de la lettre de la sénatrice Warren contre les déploiements des forces policières fédérales et des réactions au Tweet de Trump sur un report de l'élection

La sénatrice démocrate Elizabeth Warren, qui représente l'État du Massachusetts, a envoyé le 28 juillet une lettre aux chefs des départements de la Défense, de la Justice, de la Sécurité intérieure et de l'Intérieur les appelant à ne pas déployer l'armée et les diverses forces fédérales sous leur contrôle contre les manifestants qui protestent contre la brutalité policière raciste et pour exiger

l'égalité, la justice et la paix. En plus d'exprimer les préoccupations de nombreux membres de l'élite dirigeante concernant le déploiement par Trump des forces fédérales à Portland en Oregon, et dans d'autres villes, elle soulève des questions concernant l'élection présidentielle de 2020 et le refus persistant de Trump « de rassurer le pays sur le fait qu'il respectera la volonté des électeurs » et quittera pacifiquement ses fonctions s'il est défait. Cela aboutirait à « une mise à l'épreuve sans précédent de la démocratie américaine », écrit-elle. Elle cite un article du *Washington Post* ayant pour titre : « L'assaut de Trump contre l'intégrité électorale amène à se demander : que se passerait-il s'il refusait d'accepter une défaite ? »

L'affaire est maintenant le sujet d'amples spéculations dans les journaux, parmi les professeurs et les groupes de réflexion, et de craintes qu'une violente guerre civile n'éclate.

La lettre de la sénatrice, et notamment le fait qu'elle l'adresse également aux militaires, montrent le désespoir et l'impuissance actuels de la classe dirigeante américaine qui vit l'humiliation totale. Cela équivaut à appeler les militaires à refuser de suivre les ordres du commandant en chef s'ils devaient être mobilisés pendant les élections. La perspective d'un refus est déjà très préoccupante compte tenu des divisions ouvertes qui se sont manifestées au sein des forces militaires lors de l'élection précédente. Certains militaires s'étaient prononcés publiquement en faveur de Clinton et d'autres en faveur de Trump, malgré le fait que les militaires sont censés rester neutres et servir tous les présidents quel qu'il soit et quel que soit le parti qu'il ou elle dit représenter.



À la suite de la publication de la lettre d'Elizabeth Warren, Trump a fait des déclarations qui ont donné raison à ceux qui s'inquiètent de ce qu'il arrivera s'il croit que la campagne électorale ou les résultats de l'élection ne lui sont pas favorables. Trump a écrit sur Twitter : « Avec le vote universel par correspondance (et non le vote par procuration, ce qui est bien), 2020 sera l'élection la plus INEXACTE et FRAUDULEUSE de l'histoire. Ce sera une grande honte pour les États-Unis. Il faut retarder l'élection jusqu'à ce que les gens puissent voter correctement et en toute sécurité ? ? ? »

L'idée qu'il pourrait retarder les élections a tout de suite provoqué les réactions des élus, des constitutionnalistes et d'autres qui ont tous affirmé que Trump ne pouvait le faire légalement. Ce serait inconstitutionnel car seul le Congrès a le pouvoir de changer la date de l'élection^[1].

La proposition - ou la menace - de Trump de retarder les élections peut être vue comme une provocation délibérée pour jauger les réactions. Tâter le terrain est une façon de déterminer comment les limitations internes et externes de ceux qui détiennent le pouvoir peuvent être repoussées.

Même le constitutionnaliste Steven Calabresi de l'organisation conservatrice Federalist Society, considéré comme un proche allié de Trump, a écrit un éditorial dans le *New York Times* dans lequel il affirme que les élections ne peuvent pas être retardées. Exprimant le point de vue de nombreux intervenants, Calabresi écrit : « Tous les républicains du Congrès doivent dire au président Trump qu'il ne peut pas reporter les élections fédérales. Cela serait illégal, inconstitutionnel et sans précédent dans l'histoire américaine. » « Quiconque dit le contraire ne devrait plus jamais être élu au Congrès », ajoute-t-il. Puis il appelle à la destitution et à la révocation de Trump, ce à quoi il s'était précédemment opposé.

Si la plupart des intervenants sont d'avis que Trump ne peut pas retarder les élections parce que ce

serait « illégal, inconstitutionnel et sans précédent », il reste que cela soulève plusieurs questions très pertinentes : S'il le fait, qui l'arrêtera ? Et avec quelles forces armées ? Quelles forces armées Trump pourrait-il rallier en prévision d'un déploiement pour retarder les élections ou contester les résultats annoncés des élections ? Comment les conditions sont-elles créées pour un tel déploiement ? Quel sera le prétexte ?



Bien que Trump se dise lui-même président de la loi et de l'ordre, la présidence Trump a clairement indiqué à plusieurs reprises que l'actuel gouvernement n'était pas un gouvernement de l'état de droit, ni au pays ni à l'étranger. Son gouvernement fonctionne uniquement sur la base des pouvoirs de police commandés par la présidence qui fait comme bon lui semble devant l'impuissance du Congrès et des tribunaux à contrôler les pouvoirs présidentiels. L'utilisation des forces armées contre le peuple américain est la définition même de la tyrannie, non de la loi et de l'ordre. La tyrannie est ce que la Constitution américaine et l'ensemble de ses institutions sont censées

prévenir. Le peuple d'un océan à l'autre s'oppose vaillamment à cette tyrannie, jour après jour après jour. Il mérite une explication.

L'explication de ce qui se passe est dans le fait que les prises de décision ne se font plus là où le prévoit la Constitution. Le pouvoir de décision aux États-Unis, à tous les niveaux, a été usurpé par des intérêts privés étroits qui ont pris directement les rênes du pouvoir. Ils sont simultanément engagés dans des combats rangés entre eux pour le contrôle de toutes les ressources au pays et à l'étranger et dans un effort concerté pour écraser la rébellion du peuple qui réclame le changement. Ils veulent désespérément que la crise économique américaine se règle en leur faveur, mais ils veulent également s'assurer de ne pas perdre le statut de « nation indispensable » à l'étranger. Mais tant que le contrôle est recherché à travers le déploiement des pouvoirs de police, chacun de leurs gestes ne fait que renforcer l'anarchie, la violence et la destruction des forces productives. Les dangers auxquels sont confrontés les peuples aux États-Unis et dans le monde exigent leur entière attention, vigilance et réponse, en partant de ce qu'ils identifient eux-mêmes comme étant leurs propres intérêts.

Un état d'anarchie prévaut dans lequel aucun de ces groupes de puissants intérêts privés étroits n'accepte un processus décisionnel au-dessus du sien. Ils ont formé des oligopoles qui fonctionnent comme des coalitions et des cartels. Ils se sont emparés du bureau de la présidence et exigent que le président puisse agir en toute impunité. Ils veulent avoir le pouvoir d'agir sans être contraints par les lois et les dispositions constitutionnelles existantes. Trump a été choisi comme président comme quelqu'un qui ne faisait pas partie des arrangements établis et qui a juré de briser en toute impunité les liens qui le soumettent aux anciens arrangements. Les intérêts privés étroits n'acceptent aucune limitation de leur pouvoir d'agir opportunément et prétendent que c'est dans l'intérêt de l'économie et ainsi de suite.



Les actions de Trump à la frontière sud des États-Unis, notamment la séparation des familles et la détention des enfants, les interdictions imposées aux musulmans et au droit d'asile, les opérations policières de nettoyage au square Lafayette le 1er juin, les déploiements actuels des forces fédérales pour réprimer la résistance, toutes ces actions sont considérées par beaucoup comme inconstitutionnelles et contre la loi. La sénatrice Warren elle-même demande à connaître le fondement juridique derrière les déploiements en cours de forces fédérales.

Cependant, s'il est vrai qu'elles sont inconstitutionnelles et contraires à la loi, ce que révèle la situation actuelle est que la Constitution elle-même n'est pas capable de contenir les intérêts privés qui ont en ce moment usurpé le pouvoir. Ces intérêts privés étroits ne négocient pas, ils ne veulent rien savoir des règlements qui limitent leurs pouvoirs. Ils s'enrichissent en frappant quand le fer est chaud dans l'anarchie et le chaos qu'ils créent. Ce sont les raisons pour lesquelles la fortune des plus riches parmi les plus riches s'est multipliée si rapidement au cours de la pandémie.

La lettre de Warren sur les déploiements fédéraux



Les forces fédérales déployées à Portland, en Oregon, le 28 juillet 2020

Se référant à l'exercice des pouvoirs de police lors du déploiement ordonné par Trump dans différentes villes, la sénatrice Elizabeth Warren exprime une préoccupation que partage une section des cercles dirigeants américains, à savoir que les actions de Trump ne font pas disparaître la résistance du peuple, mais divisent davantage, plutôt que d'unir, la bureaucratie militaire et les différentes agences de police. Quand on sait que le président a la tâche spécifique de préserver l'union tout en gardant le peuple soumis et à l'écart du pouvoir, ces échecs sont un problème sérieux pour les cercles dirigeants.

En faisant appel aux chefs de cabinet et en incluant l'armée, Elizabeth Warren tente d'unir ces forces pour refuser les déploiements fédéraux et, par conséquent, rejeter « la loi et l'ordre » de Trump et l'utilisation de la force comme moyen de sortir de la crise.

« Vous êtes tous responsables du commandement des troupes militaires ou civiles et du personnel chargé de l'application des lois de vos agences. Je vous exhorte à ne pas autoriser l'utilisation de ce personnel placé sous votre commandement ou votre supervision dans de futures actions nationales contre des personnes exerçant leur droit de manifester », écrit-elle.

Le danger inhérent à cette proposition est qu'un tel refus de la part des chefs de cabinet et des services de police et/ou de l'armée, qui représentent une force énorme, ce refus ouvert d'exécuter les ordres du commandant en chef pourrait également déclencher une guerre civile ouverte et violente. C'est ce que la classe dirigeante dans son ensemble veut éviter.

Cela montre que le danger de guerre civile demeure malgré les appels à faire respecter la Constitution et à ne pas utiliser l'armée au pays, ce qui constitue la tyrannie, et à ne pas déployer de forces fédérales dans des juridictions non fédérales sans l'autorisation des autorités des États et des autorités locales. Cela montre également que le processus et les institutions démocratiques actuels ont perdu leur utilité. Ils sont censés fournir les moyens par lesquels les contradictions dans les rangs des intérêts privés peuvent être résolues tout en les unissant dans leur volonté d'imposer leur domination au peuple. Une constitution moderne et un processus démocratique moderne sont nécessaires. Cela ne peut être réalisé que par le peuple uni dans l'action pour s'investir du pouvoir. Une telle constitution consacrerait les droits tels que définis par le peuple, non par les riches. Elle codifierait les processus de prise de décision démocratique pour qu'ils permettent de mener à bien la lutte pour la justice, les droits et la paix. Cela mettrait fin aux dispositions actuelles qui protègent la propriété privée, l'esclavage salarié, le travail en servitude, le travail pénitentiaire et l'esclavage pur et simple d'êtres humains partout dans le monde, et qui définissent les droits sur cette base.



Dans sa lettre, la sénatrice Warren soulève le problème des différents conflits entre l'administration fédérale et les forces étatiques et locales et affirme que le déploiement fédéral se fait « en dépit d'une opposition claire des gouverneurs, des maires et des citoyens qui exercent leurs droits consacrés par le premier amendement ». Elle parle de la violation des droits résultant de l'utilisation de gaz lacrymogènes, du ciblage des journalistes, etc., puis aborde dans ce contexte le sujet de l'élection présidentielle :

« Ces attaques - dans lesquelles le président semble utiliser les forces du département de la Sécurité intérieure (DHS) comme une 'escouade de fiers-à-bras' (goon squad), selon les propos d'un ancien directeur par intérim de l'Immigration et des douanes - surviennent environ 100 jours avant l'élection. »

« L'utilisation partisane des forces de l'ordre fédérales paramilitaires au niveau national, poursuit-elle, sonne l'alarme sur le respect de la loi et des précédents par le président, et à savoir s'il prendra d'autres mesures, plus dangereuses et scandaleuses encore, pour opposer les forces fédérales à leur propre peuple dans les mois et les jours qui précéderont et suivront l'élection présidentielle de 2020. La possibilité que le président Trump mette en action les forces nationales comme une 'milice personnelle' (comme l'a dit l'ancien secrétaire à la Sécurité intérieure Tom Ridge) est encore plus inquiétante étant donné son refus persistant de rassurer le pays qu'il respectera la volonté des électeurs et quittera pacifiquement ses fonctions. [...] J'écris donc pour vous demander l'assurance que vous ne permettrez pas aux forces militaires ou civiles sous votre contrôle d'être utilisées par le président pour réprimer la dissidence et la démocratie. »

Elle ajoute : « Le déploiement de forces paramilitaires fédérales contre des civils est un embarras historique pour notre nation et nuit à la position des États-Unis dans le monde. »

Sa conclusion n'est cependant pas rationnelle étant donné la réalité actuelle d'un gouvernement de pouvoirs de police qui, par définition, ne suit aucune règle d'engagement^[2] et que les institutions cruciales telles que le Congrès, les tribunaux et les élections, sont dysfonctionnelles pour ce qui est de leur rôle de résoudre les problèmes auxquels est confrontée la classe dirigeante.

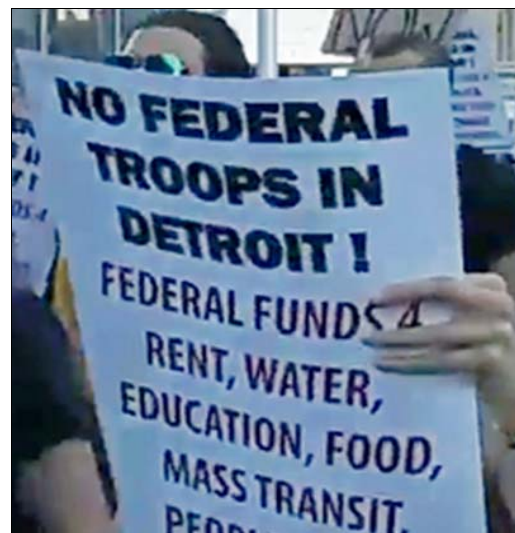


Warren demande aux chefs de cabinet d'« identifier les autorités légales statutaires et réglementaires spécifiques qui autorisent telle agence ou unité » à procéder à des arrestations, à utiliser la force, à contrôler les foules, etc. Elle demande à nouveau : « Allez-vous vous engager à refuser de déployer l'armée ou les forces de l'ordre fédérales sous votre contrôle contre des manifestants pacifiques ou contre des Américains en général avant les élections de novembre, et à refuser de les déployer d'une manière destinée à intimider les électeurs le 3

novembre ? Si le président Trump perd l'élection et refuse de quitter ses fonctions pacifiquement, refuserez-vous de déployer les forces de l'ordre militaires ou fédérales sous votre contrôle à l'appui de son mépris de la volonté des électeurs ? » Elle conclut : « C'est une question urgente pour la démocratie américaine et pour la sécurité des Américains qui manifestent pacifiquement dans leurs communautés et je vous demande donc de me donner des engagements écrits au plus tard le 3 août. »

Reste à voir si elle aura des réponses. En tant que sénatrice, elle n'a aucun pouvoir d'exécution à cet égard et peu de possibilité à convoquer une audience du Congrès. À l'heure actuelle, le procureur général William Barr, qui dirige le département de la Justice, et Chad Wolf, qui dirige la Sécurité intérieure (DHS), seraient prêts à exécuter les ordres de Trump contre le peuple. Barr est particulièrement favorable à l'augmentation des pouvoirs du président. Mais le FBI, les marshals et les chefs des nombreuses agences du DHS, telles que la Drug Enforcement Administration (DEA) et le Bureau des alcools, tabacs, armes à feu et explosifs (ATF), ne sont peut-être pas si prêts à le faire dans le contexte d'une élection contestée et d'une crise généralisée qui s'approfondit rapidement. Déjà, de nombreux employés du DHS se sont opposés au déploiement actuel contre les manifestants dans de nombreuses villes, le qualifiant de « manifestement inconstitutionnel », une « descente dans l'anarchie » qui ne fait qu'accroître la méfiance du public à l'égard du DHS.

Il en va de même pour de nombreux gardes nationaux appelés par les gouverneurs à réprimer les manifestants. Un certain nombre d'entre eux ont refusé catégoriquement, tandis que d'autres ont exprimé leur désaccord. Témoignant devant le Congrès en rapport avec les événements du 1er juin au square Lafayette à Washington, le commandant Adam DeMarco, en service actif, responsable de la Garde nationale, a dit : « D'après mon observation, ces manifestants - nos concitoyens américains - étaient engagés dans l'expression pacifique de leurs droits consacrés par le premier amendement. [...] Pourtant, ils ont été soumis à une escalade non provoquée et à un usage excessif de la force », ce qu'il dit avoir trouvé très troublant.



Il convient de garder à l'esprit que les déploiements de forces fédérales par Trump, y compris de diverses agences de police, sont en partie un exercice de formation à un usage brutal et illégal de la force contre des personnes défendant leurs droits. Une dissidence significative au sein de ces forces est une source d'inquiétude pour les cercles dirigeants et un facteur positif pour la résistance. Le chef du DHS Chad Wolf a déclaré que son département prévoyait des « troubles » jusqu'en novembre.

Un potentiel de guerre civile

Après que Trump a menacé d'utiliser l'armée, en plus de la police militaire et de la Garde nationale déployées à Washington, y compris au square Lafayette, le secrétaire à la Défense Mark Esper avait également placé au début de juin 1600 soldats de la 82e division aéroportée de l'armée en état d'alerte dans des bases voisines. Au même moment, le 3 juin, il a exprimé ses inquiétudes quant à l'utilisation de l'armée à des fins intérieures. Lorsque Trump a menacé d'utiliser la *Loi sur l'insurrection* pour justifier son action, Esper a déclaré publiquement :

« La possibilité d'utiliser des forces en service actif dans un rôle d'application de la loi ne devrait être envisagée qu'en dernier ressort et uniquement dans les situations les plus urgentes et les plus graves. »

« Nous ne sommes pas dans l'une de ces situations actuellement. Je ne soutiens pas l'invocation de la *Loi sur l'insurrection* », a-t-il ajouté.

Doit-on supposer qu'un report des élections ou une contestation des résultats constitue « une de ces situations » ? Ou Esper rejoindra-t-il des gens comme l'ancien secrétaire général à la Défense James Mattis dans leur opposition à Trump ?

Par ailleurs, Trump n'est pas le seul à invoquer une possible utilisation de l'armée. Joe Biden, candidat à la nomination démocrate à la présidence, laisse également entendre que la force militaire pourrait être utilisée. En juin, Biden a déclaré que si Trump perdait et refusait de quitter ses fonctions, il était « absolument convaincu » que l'armée « l'escorterait de la Maison-Blanche avec grande diligence ». « Ma plus grande inquiétude, ajoutait-il, est que ce président va essayer de voler cette élection. C'est un gars qui a dit que tous les bulletins de vote par correspondance sont frauduleux. »

Il est donc évident que tout ce qui concerne le processus électoral actuel est affaire de différends qui ouvrent la voie à la contestation des résultats. Loin de permettre de déterminer qui gouvernera le prochain mandat présidentiel, le processus électoral est lui-même en crise. L'ancien président Obama est allé jusqu'à consacrer une partie de son éloge funèbre au défunt sénateur John Lewis à une plaidoirie en faveur de toutes sortes de changements sur le déroulement de l'élection dans trois mois[3].

L'appel ouvert à la défiance de la sénatrice Warren aux chefs de cabinet et de l'armée, les nombreux conflits publics entre et au sein de la présidence, l'armée, le Congrès et les forces étatiques et locales et les commentaires répétés à propos d'une « mise à l'épreuve sans précédent » de la démocratie américaine indiquent que la campagne électorale ou la contestation des résultats de l'élection pourraient être l'occasion d'une guerre civile violente et/ou d'une autre invasion à l'étranger.

Alors que la résistance se renforce et prend de l'ampleur, il y a une prise de conscience parmi le peuple que les institutions démocratiques et la Constitution américaines ne le servent pas - ce qui est bien connu depuis très longtemps - mais aussi qu'elles ne lui sont d'aucun recours. Il ne peut s'appuyer sur elles pour régler les contradictions dans les rangs des cercles dirigeants ou entre les cercles dirigeants et le peuple qui réclame des arrangements modernes qui correspondent à l'époque actuelle et répondent à ses besoins.



Le refus du peuple de se laisser détourner par les cercles dirigeants et le fait qu'il reste fidèle à ses objectifs de justice, d'égalité, de sécurité et de paix en s'appuyant sur ses propres efforts inspirent confiance et continuent de montrer la voie à suivre.

Notes

1. 1. L'article II de la Constitution donne au Congrès le pouvoir de choisir le moment de l'élection générale. Une loi fédérale de 1845 a fixé la date au premier mardi suivant le premier lundi de novembre.

Il faudrait une modification de la loi fédérale pour déplacer cette date. Cela veut dire une loi adoptée par le Congrès, signée par le président et sujette à des contestations judiciaires.

De plus, la Constitution stipule que le nouveau Congrès doit être assermenté le 3 janvier et que le mandat du nouveau président doit débiter le 20 janvier. Ces dates ne peuvent être changées par l'adoption d'une loi ordinaire.

2. Règles d'engagement : les directives émises par une autorité militaire spécifiant les circonstances et les limites dans lesquelles les forces engageront le combat avec l'ennemi.

3. Procès-verbal de l'éloge funèbre du président Barack Obama en hommage à John Lewis à l'église baptiste Ebenezer, à Atlanta en Géorgie, 30 juillet 2020.

(Photos : VOR, California Nurses Assn, Portland Independent Documentarians, A. Azikiwe, P. Becker)

D'un océan à l'autre, des manifestations revendiquent des écoles sécuritaires, le définancement de la police et l'investissement dans les communautés



Marche pour des écoles sécuritaires, New York, 3 août 2020

Les actions menées à l'échelle des États-Unis la semaine dernière continuent d'exprimer les préoccupations du peuple face à l'état des choses au pays, au fait que la pandémie du coronavirus est hors de contrôle, que les écoles rouvrent malgré les conditions non sécuritaires et que les États-Unis sont devenus une véritable tyrannie marquée par le recours sans limites aux agences de police à tous les niveaux contre les manifestants. Pendant ce temps les riches s'enrichissent et le sort des pauvres ne fait que s'aggraver, surtout avec un taux de chômage sans précédent et la multiplication des difficultés dans la vie des gens.

Les appels au définancement des services de police et à l'utilisation de ces sommes pour financer les programmes sociaux dont les communautés ont besoin fusent de partout. De nombreuses actions ont lieu pour revendiquer des écoles sécuritaires par le retrait de la police des écoles et par des mesures qui préviennent la propagation de la COVID-19. Les enseignants et les travailleurs de l'éducation exigent que les écoles rouvrent « uniquement si c'est sécuritaire » et que le financement soit accordé pour rendre la réouverture sécuritaire. Ils soulignent que sans espace, du personnel et de l'équipement additionnels, et sans une ventilation adéquate, la réouverture des écoles va causer des décès parmi les étudiants, les enseignants et d'autres personnes à qui ils vont transmettre le virus. L'appel commence à rallier : le seul nombre de décès acceptable est zéro.

Des actions ont été organisées par des travailleurs de l'éducation, des parents et d'autres personnes dans plus de 35 endroits à l'échelle du pays le 3 août. Le Syndicat national des infirmières unies (NNU) a tenu une journée d'action dans tout le pays le 5 août pour réclamer de la protection face au coronavirus. Pendant ce temps, les manifestations de masse contre la brutalité et l'impunité policières se sont poursuivies dans une résistance vaillante à la violence et à la répression accrues de la police.

Alors que les écoles commencent à rouvrir à l'échelle du pays, la présidente de la Fédération américaine des enseignants (AFT) a réitéré dans un discours le 28 juillet les propositions de la fédération en vue de la réouverture des écoles, qui placent la sécurité des étudiants, des enseignants et des travailleurs de l'éducation au-dessus de toute autre considération. Elle a dénoncé le manque de financement pour certains conseils scolaires où les écoles sont surpeuplées et où il manque de ventilation adéquate et de savon dans les toilettes. Elle a dit que le financement des écoles pendant la pandémie est resté bloqué au Sénat.



« Ces fonds auraient dû être distribués aux communautés il y a des mois. Comment Mitch McConnell peut-il avoir le culot d'entraver et de retarder ce financement ? Et comment Donald Trump peut-il oser tweeter, en lettres majuscules, 'LES ÉCOLES DOIVENT ROUVRIRE À L'AUTOMNE ! ! !' ? Sans plan. Sans financement. Et sans savoir de quoi il parle.

« Quelle hypocrisie que d'annuler la convention républicaine de Jacksonville en Floride à cause des risques pour les délégués rassemblés dans ce point chaud du coronavirus alors qu'il réclame que les enfants et les enseignants se rassemblent dans ce même point chaud.

« Pourquoi quiconque aurait-il confiance en Trump sur la réouverture des écoles, alors qu'il a mal géré tout le reste en ce qui concerne le

coronavirus ? Pourquoi quiconque aurait-il confiance en Betsy DeVos [secrétaire à l'Éducation] qui n'a aucune crédibilité au sujet même du fonctionnement des écoles ? Pourquoi quiconque essaierait-il de rouvrir les écoles par la force et les menaces, sans plan et sans ressources ? À moins de vouloir simplement créer le chaos pour que la réouverture soit un échec.

« Avant la résurgence du virus et avant les menaces brutales de Trump et de DeVos d'ouvrir ou sinon', 76 % des membres de l'AFT ont répondu par sondage qu'ils étaient prêts à revenir dans les établissements scolaires si les garanties de sécurité sont en place. Maintenant, ils ont peur et ils sont en colère. Plusieurs démissionnent, prennent leur retraite ou font leur testament. Les parents eux aussi ont peur et sont en colère. Un sondage récent de l'Associated Press montre que la

majorité des Américains pensent que les édifices scolaires peuvent rouvrir uniquement si des modifications majeures sont faites ou alors il faut revenir à l'éducation à distance.

« Parlons franchement : tout comme nous l'avons fait avec nos travailleurs de la santé, nous allons lutter sur tous les fronts pour la sécurité de nos étudiants et de leurs éducateurs. Et si les autorités ne protègent pas la sécurité et la santé de ceux que nous représentons et que nous servons, comme l'a voté notre conseil exécutif la semaine dernière, rien n'est exclus, mobilisation et manifestations, négociations, griefs et poursuites devant les tribunaux, ou, si nécessaire et avec l'autorisation d'un syndicat local, en dernier recours, des grèves pour la sécurité.

« Nous sommes à la 11e heure. Nous avons besoin des ressources maintenant. [...] »

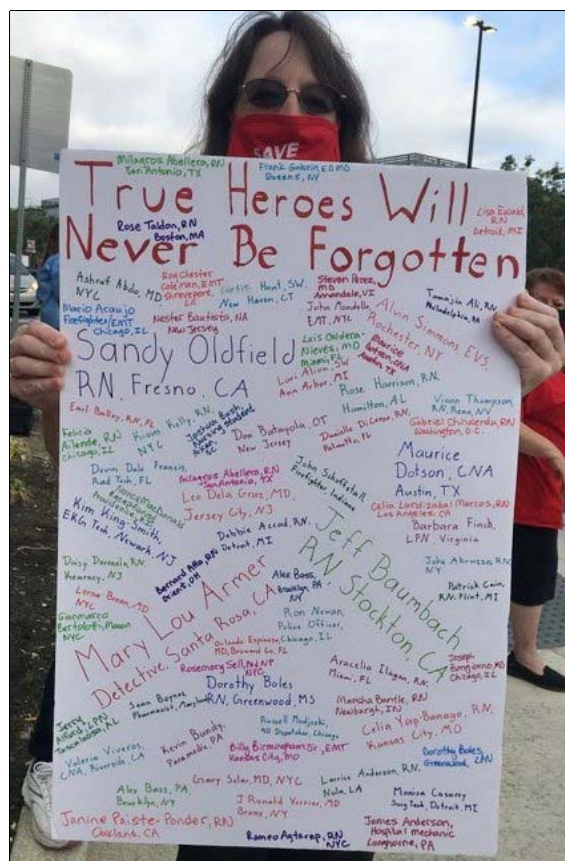
Dans la même veine, le Syndicat national des infirmières unies (NNU) a organisé une journée d'action à l'échelle du pays le 5 août, avec 200 actions dans et devant des hôpitaux dans au moins 16 États et à Washington « pour demander que nos dirigeants élus, le gouvernement et les employeurs d'hôpitaux posent des gestes immédiats pour sauver des vies ».

« Les infirmières savent que l'injustice sociale, économique et raciale généralisée au pays a tué nos patients depuis le début. La COVID-19 fait juste nous obliger à nous attaquer à ces problèmes en tant que société, a dit Bonnie Castillo, infirmière autorisée et directrice exécutive du NNU. Ces éclosions récentes de la COVID et les infections et les décès non contrôlés, le refus des employeurs de protéger nos infirmières et les autres travailleurs, les taux de chômage outrageusement élevés et la faim, la répression totalitaire des manifestants - chaque crise dont nous sommes maintenant témoins vient du fait que la vie humaine passe après le profit. »

Le NNU écrit que les infirmières autorisées « réclament que le Sénat adopte la *Loi pour les héros*, un projet de loi en attente qu'elles appuient et qui non seulement protégerait les travailleurs de la santé et les autres travailleurs essentiels en garantissant la production au pays des ÉPI en vertu de la *Loi sur la production de défense* et en chargeant l'Administration fédérale de la santé et de la sécurité au travail d'établir une norme temporaire d'urgence sur les maladies infectieuses, mais qui fournirait une aide économique dont on a désespérément besoin sous forme de paiements en liquidités, de prestations de chômage élargies et de subsides pour la garde d'enfants jusqu'à la fin de 2020 pour les familles au bord du précipice ».

« Les infirmières sont toujours en péril, a dit Mary C. Turner, une infirmière autorisée aux soins intensifs et présidente de l'Association des infirmières du Minnesota dont les membres participent aux actions. Nous réutilisons encore des ÉPI qui devaient être jetés. Nous nous occupons toujours en même temps de patients ayant la COVID et de patients qui ne l'ont pas. Et nous luttons encore pour nous protéger afin de protéger nos patients. »

« La COVID a mis en lumière tout ce qui ne va pas dans notre système, a dit Zenei Cortez, infirmière autorisée et présidente du NNU. La vieille façon de faire est un immense échec. Il est



temps maintenant d'envisager un monde qui repose sur les valeurs de bienveillance, de compassion et d'esprit communautaire des infirmières. »

(Photos: R.B. Harris, Teachers Take Charge Utah, National Nurses United)

Les infirmières remettent un demi-million de signatures au Congrès exigeant une protection durant la pandémie

- Syndicat national des infirmières unies -



Les infirmières devant le Sénat américain demandant une Loi pour les héros le 7 août 2020

Aujourd'hui, les infirmières autorisées ont remis une pétition au Congrès signée par plus d'un demi-million de personnes demandant qu'il adopte une loi qui protégera les infirmières pendant la pandémie de la COVID-19. Le Syndicat national des infirmières unies (SNIU), le plus important syndicat d'infirmières autorisées au pays, a remis une copie de la pétition à chaque membre de la Chambre des représentants et du Sénat américain.

Forte de 526 291 signataires, la pétition demande au Congrès de faire de la sécurité des infirmières au travail une priorité lors de la négociation du quatrième plan de relance. La pétition est parrainée par le SNIU, Be a Hero, Daily Kos, Democracy for America, Justice Democrats, People's Action, les Démocrates progressistes des États-Unis (PDA), Social Security Works et la Marche des femmes.

« Depuis plus de six mois, les infirmières partout au pays soignent les patients dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 sans la protection requise pour éviter qu'elles soient vulnérables au virus, dit Zenei Cortez, infirmière autorisée et présidente du SNIU. Les infirmières et les autres travailleurs de première ligne ont demandé sans cesse que le Congrès, la Maison-Blanche et nos employeurs nous fournissent les équipements de protection dont nous avons besoin, mais nos demandes restent sans réponse. Nous exigeons que le Congrès veille à ce que le quatrième plan de relance qu'il négocie présentement comprenne une loi assurant que les infirmières obtiennent les ÉPI dont ils ont désespérément besoin. »

Le SNIU et les signataires de la pétition exhortent le Congrès de mandater l'Administration de la

New York, New York



Journée d'action des infirmières, le 5 août 2020



Manifestation le 3 août 2020 pour exiger que les écoles soient ouvertes « seulement quand ce sera sécuritaire »

Washington, District de Columbia



Pittsburgh, Pennsylvanie



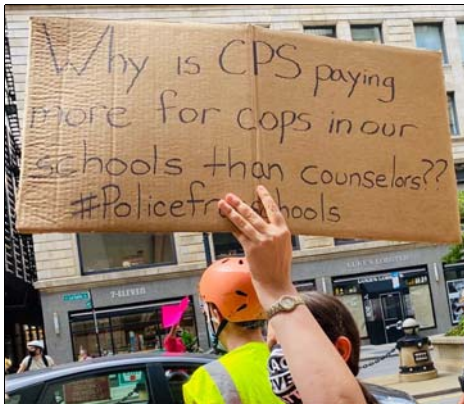
Chicago, Illinois



2 août 2020



Journée d'action des infirmières, le 5 août 2020





3 août 2020



1er août 2020

Minnesota



Milwaukee, Wisconsin



Asheville, Caroline du Nord



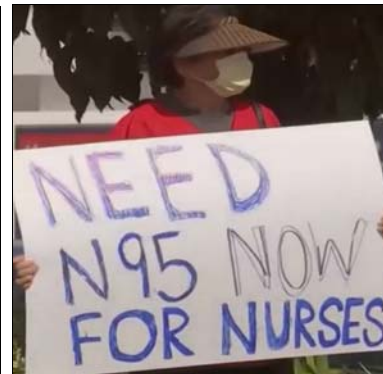
Nashville, Tennessee



Orlando, Florida



Miami, Florida



Marche à la frontière Kansas/Missouri



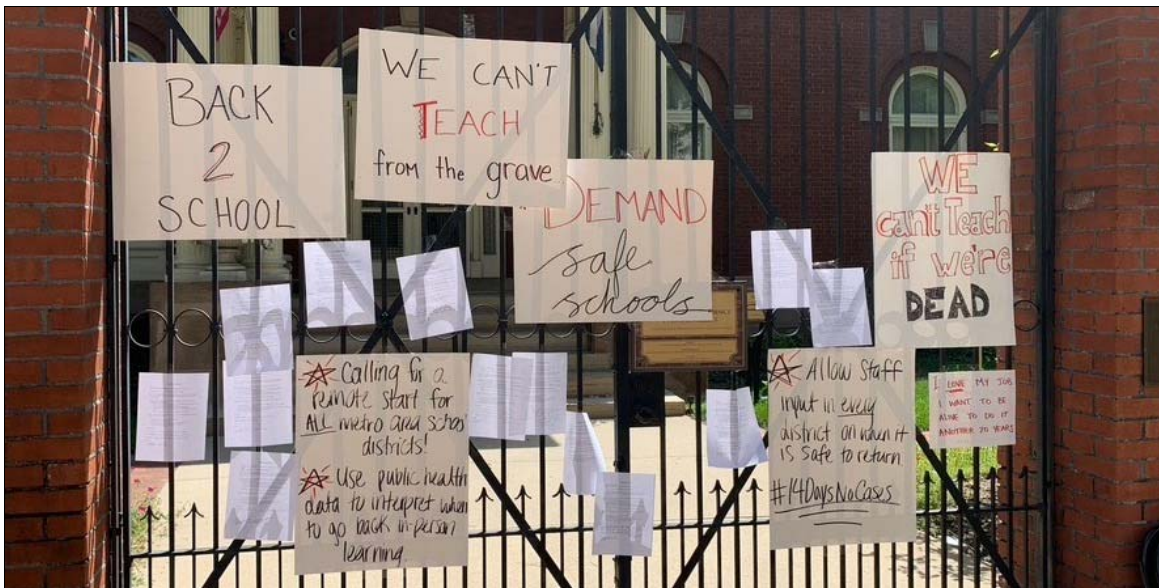
Nouvelle-Orléans, Louisiane



El Paso, Texas



Denver, Colorado



Phoenix, Arizona





Utah





Henderson, Nevada



Los Angeles, Californie



3 août 2020



5 août 2020

Anaheim, Californie



Culver City, Californie



Glendale, Californie



Bakersfield, Californie



Oakland, Californie



Freemont, Californie



Richmond, Californie



Roseville, Californie



San Pedro, Californie



Sacramento, Californie



1er août 2020



Journée d'action des infirmières, le 5 août 2020

Eureka, Californie



Portland, Oregon



(Photos: MEA Melrose, Snooprulz, Left Voice, R.B. Harris, Kuzy Be Cackling, PSA, U of C Labor Council, Sarah4Justice, Profe Ervin, Chicago Teachers' Union, Grassroots Collaborative, A. Meyer, Vaschon photo, wearedissenters, Minnesota Nurses, MTEA Union, National Nurses United, J. Jones, R. Louise, Darrin21, S. Hammer, S. Tyberius, S. Potileer, C. Nero, Grave Morgan, A. Gray, A. Matlock)